

sance lente. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, il existe une saurisserie qui emploie 19 personnes de plus.

Je ne veux pas continuer dans cette veine, car je veux passer à un autre aspect du programme, celui où domine la planification. Ce programme spécial prévoit que les deux paliers de gouvernement, provincial et fédéral, examinent la région à croissance lente, essaient d'identifier ce qu'on pourrait appeler les points de croissance à l'intérieur de la région où, à part les subventions à l'industrie, il y a aussi une aide aux localités comportant des points de croissance, en vue d'élargir les installations de cette localité et cela dans le cadre d'un plan de développement quinquennal. C'est une autre formule d'attaque majeure que nous employons au ministère et qui réfute l'allégation du porte-parole du NPD voulant qu'il y ait absence de planification. Elle est fondée sur la planification à long terme dans ces régions spéciales. Dans ces mêmes régions, le gouvernement fédéral peut faire mieux que de simples subventions à l'industrie; il finance également une infrastructure communautaire fondamentale. Le plan total atteint presque en ce moment les 300 millions de dollars au titre de ces régions spéciales à croissance lente et il est promis à un brillant avenir du niveau régional. C'est un autre programme massif qui, lui aussi, n'en est encore qu'à ses débuts. Soixante et un pour cent de ces 300 millions sont destinés aux provinces atlantiques, ce qui est aussi de nature à réduire les disparités. Les nouveaux emplois créés par le programme de subventions à l'industrie, dont j'ai parlé, ne tiennent pas compte de ceux qui proviennent de la construction de services publics, de routes, d'écoles et de nouveaux logements, qui devraient avoir une incidence sur la situation économique des régions spéciales en amorçant un processus de croissance autonome.

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. O'Connell: Je n'ai pas abordé le sujet de l'ARDA ni de bien d'autres programmes d'expansion économique et de l'adaptation sociale, dont j'aurais pu parler si j'en avais eu le temps.

M. John Burton (Regina-Est): Rien, à mon avis, ne peut mieux illustrer l'opportunité de la motion à l'étude aujourd'hui que l'intervention du député de Trinity (M. Hellyer) cet après-midi. L'honorable représentant mérite des félicitations pour la position courageuse qu'il a adoptée et les efforts qu'il a tentés en vue de persuader ses collègues de changer de conduite et d'adopter un ensemble différent de politiques économiques pour le Canada. A mon avis, il a manifesté le même courage qu'au moment de sa décision de quitter le cabinet.

Même si j'ai des réserves et des questions à poser au sujet de certains points soulevés par le député de Trinity, j'estime que sa thèse de base est très claire: la politique économique actuelle inflige d'énormes difficultés et épreuves à plusieurs milliers de Canadiens et le gouvernement doit absolument modifier sa ligne de conduite et adopter de nouvelles politiques. Sans doute, lorsqu'il parle de réduction des taux d'intérêt, de la réglementation des

prix et des salaires, cela cadre bien avec ce que nous avons suggéré de temps à autre: l'élaboration d'une politique complète du revenu portant sur toutes les formes de revenu.

• (5.30 p.m.)

De temps à autre, nous avons aussi proposé des mesures visant à réduire les impôts et à augmenter les programmes de logement. Le député a fait une intervention très utile, à mon sens, cet après-midi, et il sera intéressant d'entendre ce que ses collègues qui siègent aux bancs du gouvernement vont dire pour y faire suite. Le député de Scarborough-Est (M. O'Connell) a pris la parole en rapportant ses observations au ministère qui le concerne le plus, mais il a soigneusement évité toute référence à l'intervention faite précédemment par le député de Trinity. Il sera intéressant d'entendre ce que les autres ministériels auront à dire avant la fin du débat.

Une voix: Vous attendrez sûrement longtemps.

M. Burton: La motion vise un vaste éventail de politiques économiques gouvernementales. Elle fait allusion à l'échec de l'action du gouvernement dans sa lutte contre l'inflation. Le fait est que nous sommes toujours soumis à des tendances inflationnistes comme l'a fait remarquer avec justesse le député de Trinity.

Le premier ministre (M. Trudeau) claironne bruyamment bien sûr, que le problème de l'inflation est résolu. S'il en est ainsi, à quoi bon retenir les services de M. John Young, président de la Commission des prix et des revenus? A quoi bon cette commission et les efforts spectaculaires de M. Young si le problème de l'inflation est réglé? C'est pourquoi certains de mes collègues de ce parti s'opposent au budget supplémentaire sur lequel nous devons nous prononcer ce soir et au crédit se rapportant à la Commission des prix et des revenus. Nous estimons que plus tôt on se passera des services de M. Young mieux cela vaudra pour le Canada.

Il y a aussi lieu de remarquer que nous ne pouvons plus résoudre nos problèmes économiques en ne considérant que le marché. Le professeur Rotstein de l'Université de Toronto a fait des observations intéressantes sur le développement de l'économie canadienne. Il a signalé l'influence des sociétés multinationales américaines et surtout les problèmes relatifs à l'application des lois américaines concernant le commerce avec l'ennemi, selon l'interprétation des États-Unis, et la question des lois anti-trust dans ce pays. Tous ces éléments ont des répercussions définies sur l'activité économique canadienne.

Le professeur Rotstein a aussi signalé que le marché n'est plus un facteur significatif de notre économie. La croissance des sociétés multinationales signifie aujourd'hui que de nombreuses transactions économiques ne sont pas du type qui peuvent se faire directement, dans lesquelles est établi un prix de vente sur le marché véritable; ce sont plutôt de simples transferts de produits ou d'éléments de richesse à l'intérieur d'une structure corporative. Il ne se produit réellement aucun transfert au sens de transaction économique directe. Nous avons à faire face à un genre tout à fait nouveau de situation économique et nous devons trouver de nouvelles solutions et de nouvelles politiques pour en arriver à en saisir les problèmes et les conséquences.